uniquement par Voïnikov. M. Chelaru ne pouvait évidemment pas envisager d'autres voies de pénétration, du moment qu'il avait l'indication précise de la filière Voïnikov, mais il ne devait pas lui en attribuer l'exclusivité.

L'étude de M. Chelaru reste, somme toute, bien documentée. Les sources de Voïnikov y sont indiquées avec précision et clarté. L'auteur n'a pas toutefois tenu compte de ce qu'il pouvait y avoir d'original chez cet écrivain qui doit tant à la culture roumaine. Dans tout ce que l'auteur apporte de personnel à son oeuvre, dans toute déviation des modèles, M. Chelaru voit une imperfection de maniement de la technique dramatique. C'est justement là qu'il aurait pu découvrir en quoi Voïnikov différait de ses modèles. Le point de vue lexique est nouveau, intéressant, habilement manié par M. Chelaru et, en plus, très utile pour la chronologie et l'approfondissement de l'étude de l'influence roumaine sur la langue et la littérature bulgares.

Pirin Boiadjiev

VITA. S NDOR, *Balkáni Kérdések* (Problèmes Balkaniques) dans *Hitel*, Cluj mai 1943.

L'étude se rapporte à l'époque qui s'étend du Congrès de Vienne (1814—15) jusqu'à nos jours. L'auteur en tire des conclusions pour les relations futures entre la Hongrie et les Etats balkaniques.

En voici les idées principales : Le Congrès de Vienne (1814—1815) a solutionné les problèmes des Etats européens, mais a négligé les Balkans. Il s'en est suivi que les problèmes non solutionnés des Balkans ont constitué des points névralgiques de la politique européenne que ni le Congrès de Berlin (1878) ni les traités de paix de 1918 n'ont pu écarter.

Les causes de l'insuccès, selon l'auteur, seraient : *a*) l'impossibilité de tracer des frontières entre les états, qui coïncidassent avec les frontières ethniques ; *b*) le manque de tradition historique dans les états balkaniques, récemment créés ; *c*) l'absence d'unités économiques naturelles, bien constituées ; *d*) le fait que les états balkaniques ont été créés par la volonté des Grandes Puissances et non pas en tant que corollaire direct de la volonté interne.

Au Moyen-Age, les Hongrois avaient, de par leur situation géographique entre l'Occident et l'Orient, la mission de défendre l'Occident contre les invasions de l'Orient, et celle de répandre le christianisme et la culture occidentale du côté de l'Orient. Mais l'état magyar s'est écroulé, en 1526, à Mohács et „en même temps que lui sont également tombés les peuples libres des Balkans. Les petits états florissants disparaissent et c'est l'Empire Ottoman qui y fait la loi" (p. 290). Lorsque, plus tard, la décadence des Turcs fut déclarée, leur héritage fut disputé par deux grandes puissances : l'Empire des Habsbourgs et la Russie. Pierre le Grand s'affirma, en 1710, le protecteur des peuples chrétiens du Sud-Est de l'Europe. Les Habsbourg, ne saisissant pas à temps le danger pour leur propre expansion, eurent à l'égard de la Russie une attitude amicale.

Au début du XIX-e siècle, les idées libérales de la Révolution française éveillèrent parmi les peuples balkaniques, le désir de se constituer en états nationaux, et leurs efforts ont été envisagés avec sympathie et soutenus par les Puissances occidentales, ainsi que par la Russie et favorisés par l'incapacité des Turcs à se moderniser. Ce qui fut vraiment paradoxal, c'est que l'absolutisme russe soutenait les idées libérales des peuples des Balkans. Ce n'est qu'à ce moment que l'activité de la Russie dans les Balkans éveilla l'inquiétude de l'Em-

https://biblioteca-digitala.ro

pire des Habsbourg qui était tourmenté, à l'intérieur, par l'antagonisme des divers peuples. Les Slaves, bien que divisés en peuples et religions différents et n'ayant pas les mêmes traditions historiques et culturelles, commencèrent à sentir qu'ils étaient membres d'une même famille, ce qui constituait un danger pour l'Autriche et pour la Hongrie, danger pressenti d'ailleurs par le Baron de Wesselényi dans sa brochure publiée en 1837, dans laquelle il proposait un rapprochement avec le germanisme. Il est vrai toutefois que dans l Congrès panslave tenu en mai 1848 à Prague, de grandes divergences entre les divers peuples slaves se manifestèrent. D'un côté, il y avait les Slaves d'Occident, possédant une culture européenne, de l'autre, les Russes avec leur conception messianique de l'orthodoxisme et désireux de réaliser le panslavisme sous leur direction et même par des moyens forts. Ces divergences n'eurent de suites sérieuses ni du point de vue historique, ni du point de vue de la politique extérieure et ceci du fait que la direction du mouvement panslave se deplaça insensiblement vers ce centre du mysticisme orthodoxe qu'était à ce temps Moscou.

En réagissant contre le panslavisme, le Gouvernement révolutionnaire hongrois de 1848 tenta un rapprochement avec les Slaves méridionaux, mais sans résultat pratique. C'est à la même époque que l'entente avec les Roumains, favorablement envisagée même par certains des chefs politiques roumains, échoua par suite des idées panroumaines des Roumains de Transylvanie. Le fait que la révolution hongroise de 1848—49 fut écrasée avec l'aide des Russes accrut énormément le prestige de la Russie aux yeux des autres peuples slaves.

Après la réalisation du dualisme entre l'Autriche et la Hongrie, l'homme d'état hongrois, Eötvös, se rendant compte qu'entre les Allemands en continuelle ascension et la puissance russe, la position de la Hongrie était en péril, chercha à écarter le danger par un rapprochement avec les Allemands contre les Russes. Le président du Conseil magyar, qui devint par la suite Ministre des Affaires Etrangères austro-hongrois, le comte Jules Andrássy, reprit, pour la même raison, la politique de jadis de la Hongrie, celle de l'époque de la dynastie arpadienne et des Huniady à l'égard des Balkans, dans le but d'assurer l'influence austro-hongroise du côté du Sud-Est en appuyant les tendances de libération des peuples balkaniques contre l'empire ottoman, avec l'appui de l'Allemagne et de l'Angleterre, mais en évitant tout motif de conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Russie et en cherchant à créer de bons rapports entre l'Allemagne et la France pour disposer ainsi d'un puissant appui à l'extérieur.

A l'égard des Serbes, la politique d'Andrássy — politique de compréhension et d'assistance — ne réussit pas car les Serbes visaient entre autres, non seulement à l'incorporation de la Bosnie et de l'Herzégovine prises aus Turcs — ce qu'Andrássy aurait concédé —, mais de plus à celle d'autres territoires appartenant à la Couronne magyare, ce qu'Andrássy ne pouvait, bien entendu, pas admettre. A l'égard de la Roumanie, Andrássy observa une politique bienveillante, convaincu du fait que l'intérêt national et européen du Royaume de Roumanie, coïncidait avec les intérêts de la Monarchie austro-hongroise.

Kossuth fut, lui aussi, partisan de la libération des peuples balkaniques et de leur organisation en états nationaux indépendants, groupés en une confédération, assurant ainsi la position de la Hongrie, non pas dans le cadre de l'Autriche condamnée à une désagrégation, mais dans celui d'une confédération des peuples du Sud-Est, libérés des Turcs et du panslavisme moscovite. „Sans

https://biblioteca-digitala.ro

cette confédération, la Hongrie ne pourrait que végéter comme une puissance de deuxième ou de troisième ordre . . . et serait obligée de graviter vers l'une ou l'autre des Grandes Puissances, rivales elles-mêmes en Orient ; si elle ne le faisait pas, elle en arriverait peut-être, tout en voulant sortir de l'embarras par une politique de neutralité, à avoir le sort de Venise". La différence entre Kossuth et Andrássy, c'est que le premier cherchait à se rapprocher de l'Orient contre l'Occident, tandis que le second tâchait de se rapprocher de l'Occident pour pouvoir s'affirmer en Orient, tous deux n'en étant pas moins d'accord en ce qui concernait la politique contre les Slaves. Andrássy était convaincu que l'instinct de conservation de la Roumanie et de la Serbie les contraindrait à une alliance à caractère défensif, avec une Hongrie indépendante. Les plans de Kossuth ne furent acceptés ni par les Roumains ni par les Serbes qui étaient tout aussi persuadés que la Hongrie acquérrait de ce fait, une prépondérance décisive qui les obligerait à renoncer à leurs idéals panroumains et panserbes. Par contre, Andrássy considérait l'Autriche-Hongrie suffisamment forte et ne cherchait pas, par conséquent, l'appui des petits états mais leur offrait même assistance et alliance.

La révolte de Bosnie, l'intervention de la Russie dans les Balkans (guerre de 1877—78), la paix de San-Stéphano, révisée à Berlin sous la pression de l'Angleterre qui poursuivait l'arrêt de l'expansion russe, eurent pour effets : *a*) l'entrave à l'expansion russe vers les Balkans ; *b*) l'accroissement de l'influence de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et l'occupation par celle-ci, de la Bosnie et de l'Herzégovine ; *c*) la sauvegarde des intérêts anglais ; *d*) la reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie, mais dans des frontières plus modestes que celles revendiquées et accordées à San-Stéphano ; *e*) l'indépendance de la Roumanie.

Malgré ces résultats positifs, les sujets de mécontentement ne manquaient pas ; la Roumanie se sentit lésée car, en dépit de tous ses succès militaires, elle n'agrandissait pas son territoire ; la Bulgarie était irritée par la réduction de ses frontières ; la Serbie était mécontente par suite de l'occupation, par l'Autriche-Hongrie, de la Bosnie et de l'Herzégovine ; la Grèce, parce qu'on n'avait pas récompensé sa neutralité. En réalité, seuls les Albanais étaient en droit d'être mécontents car, malgré tous leurs sacrifices, ils n'avaient rien obtenu. Le mécontentement de la Russie était, lui aussi, explicable. Aucun des effets bienfaisants escomptés ne s'était donc réalisé : la Turquie était incapable de se moderniser et les peuples balkaniques d'arriver à une entente.

Si les successeurs d'Andrássy, écrit l'auteur, avaient été capables d'affirmer l'influence de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, la politique russe n'aurait pas repris son cours et l'histoire des états au Sud-Est européen aurait été autrement écrite.

La guerre de 1912 se termina par la défaite de la Turquie qui provoqua l'accroissement du prestige russe et l'effondrement catastrophique de celui de la Monarchie. Chez les Roumains, la politique pour une Grande Roumanie s'accentue, chez les Serbes se pose le problème de la Grande Serbie, tandis que, dans l'ombre, la Russie soutient de toutes ses forces les aspirations serbes.

La fin de la guerre mondiale, en 1918, apporta la réalisation des aspirations des peuples balkaniques ; seule la Bulgarie resta mutilée et la Russie,

https://biblioteca-digitala.ro

par suite de la Révolutiou, évincée. La Hongrie, enserrée dans l'anneau d'acier de la Petite Entente, perdit toute influence dans les Balkans. Mais les Etats balkaniques, agrandis par la seule volonté des Grandes Puissances ne furent pas viables, leur sort devant se régler sur celui de leurs créateurs et étant en fonction des mécontentements économiques et politiques. L'Allemagne, dans les dix années qui suivirent la conclusion de la paix, gagna 25% de l'importation balkaniques et la position écouomique de l'Italie dans le Sud-Est européen se consolida elle aussi.

La structure des Etats de date récente, les courants chauvinistes, le problème des nationalités cohabitantes, resté sans solution, la modernisation précipitée et superficielle, les nouveaux courants politiques qu'aucune expérience politique, et aucune tradition historique ne freinait, tout contribuait à l'insuccès de la politique des nouvelles formations d'états balkaniques. En conclusion, l'auteur écrit : „Lorsque nous parlons de la solution du problème balkanique nous devons considérer, en plus de ce qui précède, qu'aujourd'hui, tout comme autrefois, ce problème est lié par d'innombrables fils, visibles et invisibles, à d'autres problèmes de la politique mondiale restés, eux aussi, en suspens. Il ne saurait donc être question d'une solution du problème avant que ne soient réglementés les grands problèmes de la politique internationale et la nouvelle organisation de l'Europe . . . .". „Il y a eu des siècles où l'ordre balkanique était déterminé par la Hongrie. Même si, aujourd'hui, nous n'aspirons plus à ce rôle, néanmoins, — liés aux peuples balkaniques tant par des milliers d'intérêts et de rapports communs que par des liens de sang et une commune destinée —, leur sort n'en continue pas moins à nous intéresser. Si, dans cet espace, les mécontentements absorbent toutes les forces, les peuples de ces régions resteront de plus en plus en arrière des peuples de l'Occident et d'autant plus exposés à leurs prétentions. Par conséquent, l'intérêt des peuples balkaniques reste le même que celui des Hongrois. C'est la mission commune des peuples de nationalités et d'idéals différents des Balkans de s'organiser dans un meilleur système pour résoudre leurs problèmes européens communs et ceux des peuples indépendants des Balkans et de devenir ainsi des facteurs solides pour le progrès et la paix européenne".

Cette étude contient, évidemment, une intéressante interprétation de l'histoire balkanique du siècle dernier en rapport avec les aspirations des hommes d'Etat magyars, et, pour justifier leur mission et ouvrir certaines perspectives d'avenir, elle exagère le rôle, soit disant missionnaire, de la Hongrie dans les Balkans, jusqu'en 1526. Il est vrai que la politique de conquête des rois de Hongrie a mainte fois déterminé les événements balkaniques, mais derrière ces actions, il n'y avait pas aucune trace d'un but missionnaire ou culturel, mais tout au plus un mobile de prosélitisme religieux. Pendant que le danger turc s'approchait du centre de l'Europe, les rois magyars (Charles Robert et Louis d'Anjou) faisaient la guerre aux princes chrétiens orthodoxes du Sud, contribuant ainsi à l'affaiblissement de la résistance chrétienne devant la vague envahissante des Musulmans. Et ce n'est pas l'écroulement de la Hongrie à Mohács en 1526 qui détermina l'effondrement des formations politiques du Sud, mais inversement, c'est l'écroulement de la Hongrie qui est venu le dernier dans l'ordre chronologique et il s'est produit, en grande partie, justement à cause de l'attitude dénuée de compréhension des rois de Hongrie à l'égard des états du Sud,

https://biblioteca-digitala.ro

ainsi que de l'erreur de n'avoir pas reconnu à temps le péril turc. L'attitude de Louis d'Anjou est, à cet égard, concluante. Il semble bizarre qu'on veuille justifier, pour la Hongrie médiévale, une mission de prosélitisme chrétien, fut-il romain, parmi les peuples balkaniques dont certains étaient chrétiens déjà depuis plus d'un millénaire et d'autres depuis quelques siècles au moins, avant que les Hongrois soient christianisés. D'autant plus qu'ils étaient trop proches de l'époque où ils avaient été eux-mêmes baptisés par des missionnaires étrangers.

L'action de Kossuth de rapprocher les peuples du sud-est européen de la Hongrie, n'a pas été entravée par le panroumanisme ni par le panslavisme dans la mesure où elle le fut, par le souvenir même de l'action intolérante à l'égard des non-magyars de la Hongrie de ce même Kossuth, au temps de sa dictature. Ses projets confédératifs dataient de l'époque où il n'avait plus aucun rôle politique, ni les moyens de les réaliser. De plus, il ne faut pas oublier la vague de protestations issue du sein même des compatriotes de Kossuth quand, par des indiscrétions, ses projets furent connus. La confédération signifiait en même temps, la renonciation à la vie nationale d'un quart de la totalité du peuple roumain, d'un quart de la totalité des Slaves du sud, de la totalité des Slovaques et des Allemands de Hongrie, car, au-dessus de tout ce monde pendait l'épée menaçante de la formule : , la Hongrie avec 30.000.000 de Hongrois", et celà par des incorporations forcées au sein du peuple hongrois.

Et le rappel du ,,chauvinisme" d'autres peuples voisin de la Hongrie par un écrivain appartenant au pays le plus chauvin, comme une entrave à la collaboration des peuples balkaniques est, pour le moins, étrange. Il est évident que la politique des peuples balkaniques, depuis la création des nouveaux états de la Péninsule, ne peut pas être qualifiée de ,,brillante" ; ils ont été trop souvent les simples agents d'intérêts étrangers contradictoires, dans l'espoir d'un appui politique dont on leur offrait la perspective.

Cette étude, si on veut en comprendre le sens, doit être encadrée dans toute une série d'études historiques et politiques, publiées dans des revues de spécialité magyares (*Ungarn*, *Rassegna d'Ungheria*, *Hitel*, *Magyar Szemle*, *Szazadok*, etc.) dans lesquelles est affirmé, par une perpétuelle allusion à sa mission européenne, à son ancienneté et à sa supériorité sur ses voisins, le rôle futur de la Hongrie dans l'Europe, qui serait une sorte de ,,primus inter pares" parmi les peuples avoisinants. La Hongrie serait, en quelque sorte, le chancelier des Grandes Puissances dans la politique des Balkans lesquels auraient pour capitale Budapest . . . Et pour arriver à ce but, on rappelle les liens de sang entre les Hongrois et les peuples balkaniques. Oui, en effet, il existe certains liens de sang entre les Hongrois, les Bulgares et les Turcs, mais avec les autres peuples balkaniques? Derrière l'appel à la solidarité des peuples balkaniques, se cache l'aspiration de la Hongrie féodale au rôle de mentor, et ce que signifie ce rôle de mentor, l'histoire et les événements plus récents nous l'ont plus d'une fois apprise.

A. P. Todor

CHELCEA I., *Rudarii. Contribuţie la o enigmă etnografică* (Les Roudari. Contribution à une énigme ethnographique), Bucureşti, Casa Şcoalelor, 1944, p. 214, in 8°.

L'esquisse monographique de M. Chelcea sur le groupe ethnique des ,,Roudari" de Roumanie, mérite toute l'attention des ethnographes qui s'intéressent aux investigations se rapportant aux Tziganes de l'Europe.

https://biblioteca-digitala.ro